



UNE VICTOIRE CONTRE LA KLEPTOCRATIE: LE VICE-PRÉSIDENT DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE CONDAMNÉ POUR CORRUPTION

Douala/N'djamena/Paris/Washington, 10 février 2020

La Coalition Afrique Centrale contre la kleptocratie se félicite du verdict rendu ce jour par la Cour d'appel de Paris, condamnant Teodoro Nguema Obiang, dit Teodorin, vice-président de la Guinée Équatoriale. Cette décision confirme la décision du tribunal qui a déclaré M. Nguema coupable de blanchiment d'argent et de détournement de fonds publics, ainsi que la confiscation de biens saisis, dont un hôtel particulier de plus de 100 millions de dollars à Paris.

"Cette décision envoie un message clair au régime d'Obiang en Guinée équatoriale et à tous les kleptocrates du monde entier que les jours de pillage éhonté de la richesse de leur pays sont comptés", a déclaré **Tutu Alicante, directeur exécutif d'EG Justice.**

Nous appelons les gouvernements de la France, de la Suisse, du Portugal, de l'Italie, du Brésil, des États-Unis et tout autre gouvernement des pays coffres-forts des kleptocrates à poursuivre leurs actions audacieuses dans la lutte contre la corruption et à prendre des mesures contre les avoirs volés de la République du Congo, du Tchad et du Cameroun .

Malgré sa richesse en ressources naturelles, l'Afrique centrale est la région du monde avec la plus forte concentration de kleptocrates. Nous saluons également la mise en examen de Denis Christel Sassou Nguesso, fils de Sassou Nguesso et membre du Congrès d'Oyo pour les mêmes charges que M. Nguema, y compris la saisie d'appartements à Paris pour une valeur de plus de 30 millions de dollars.

«Les citoyens et la société civile ne garderont pas le silence pendant que leurs dirigeants utilisent les ressources publiques pour leur propre bénéfice. La Coalition mettra en lumière les cas de corruption, pour garantir que l'argent destiné à l'éducation et à la santé des enfants ne soit pas utilisé pour acheter une voiture de luxe ou un manoir à Paris », a déclaré **Andrea Ngombet, fondateur du collectif Sassoufit.**

Cette décision est la première étape vers l'indemnisation des victimes de la corruption: le peuple équato-guinéen qui ne peut pas satisfaire ses besoins de base pendant que le régime finance son mode de vie somptueux en pillant les fonds de l'État.

ADISI, Sassoufit, EG Justice et Public Interest Law Center sont les membres de cette coalition qui prévoit suivre de près le processus de rapatriement prévu par le gouvernement français.

Cette décision est un pas important dans la bonne direction. Cependant, des étapes supplémentaires sont nécessaires. La Coalition est convaincue que les démocraties occidentales doivent mettre en œuvre des réglementations plus strictes pour empêcher les régimes kleptocratiques et corrompus de contourner les lois et les sanctions sur les bénéficiaires effectifs.

Lutter contre les kleptocrates ne consiste pas seulement à les empêcher de piller les coffres de l'État: c'est aussi désactiver le système qui leur permet de continuer à vivre luxueusement sur le dos des pauvres. Et il s'agit également d'empêcher que l'argent sale soit utilisé pour corrompre les gouvernements occidentaux et saper les institutions démocratiques.